

BUDGET 2025

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

IL FAUT DES DÉPENSES UTILES !

ARGUMENTAIRE

CHANTAGE À LA DETTE

Le déficit du budget de l'État, prévu d'abord à 5,5 % du PIB sera finalement supérieur à 6 % et la dette dépassera les 3 200 milliards d'euros, soit 112 % du PIB. Aux États-Unis c'est 222 % ; au Japon, 252 %.

Prenant prétexte de cette situation le gouvernement annonce une cure d'austérité renforcée pour 2025. Un remède qui risque de tuer le malade. La vérité c'est que le capital veut une baisse des dépenses pour se nourrir lui-même sur le dos de l'État.

Or c'est l'inverse qu'il faut faire pour développer le pays. C'est ainsi que nous entrerons dans une trajectoire durable de redressement, comme nous l'avons fait après-guerre avec une dette pourtant considérable.

On nous dit que l'Europe nous y oblige. C'est vrai pour une part, mais elle propose un délai de sept ans, ce qui laisse le temps pour faire prévaloir d'autres critères de gestion des finances publiques.

En réalité **4 causes** sont identifiables pour expliquer cette montée de la dette :

- 1 Les choix d'E. Macron, qui depuis son arrivée à l'Élysée auront privé le budget de l'État de 62 milliards de rentrées fiscales et auront distribué quelques 200 milliards d'aides aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie sociale et écologique.
- 2 Une hausse du montant de la charge de la dette, des intérêts payés aux marchés financiers, passés de 34 à 56 milliards entre 2022 et 2024, conséquence de l'augmentation des taux d'intérêts de la BCE et d'une inflation venue gonfler les dépenses de l'État.
- 3 L'utilisation de l'argent des entreprises, de l'État et des banques pour le capital et sa rentabilité, contre l'emploi, les salaires, la formation, l'écologie. En clair, contre une croissance saine générant des revenus solides et accrus, qui élargiraient du même coup la base des prélèvements fiscaux et sociaux.
- 4 Les suppressions d'emploi dans les services publics, qui font reculer le PIB et la base de développement du pays.



LE PROJET BARNIER : ATTENTION, RÉCESSION !

Il prétend réduire le déficit de 60 milliards (2 points de PIB), avec une baisse de 40 milliards de la dépense publique et 20 milliards de recettes fiscales nouvelles :

Côté recettes : une contribution exceptionnelle d'impôt sur les sociétés pour les plus grandes entreprises (8 milliards), ainsi qu'une taxation spéciale des grandes fortunes et des rachats d'actions. Des mesures qui risquent d'être un peu courtes pour rapporter les 20 milliards escomptés.

Côté dépenses : le budget de la protection sociale serait amputé de 14 milliards (report de l'indexation des retraites – 4 milliards – et baisse des prestations maladie). Quant au budget de l'État, bâti sur 492 milliards de dépenses, montant identique à celui de 2024, il ne tient donc aucun compte de l'inflation. Les collectivités locales le supporteraient par une réduction de 5 % de leur enveloppe.

La mise en œuvre d'un tel projet porterait un grave coup aux services publics, aux garanties sociales et à l'emploi, ouvrant la porte à une récession en 2025. *Il est temps de sortir de ce cercle vicieux.*

NOUVELLE DÉPENSE ET RÉFORME FISCALE POUR CONJURER LA DETTE

Le péril c'est la finance, pas la dette.

Il faut :

- ★ **relancer une croissance saine** avec des avances pour se développer qui augmenteront le PIB et permettront ainsi d'avaliser la dette, c'est-à-dire d'en faire baisser le poids dans le PIB, et de faire régresser le déficit
- ★ des **avances massives** financées à taux zéro. Elles doivent provenir de la création monétaire pour relancer les services publics (hôpital, école, transports, énergie) et la conversion écologique de l'industrie à partir de créations d'emploi, de formation, d'augmentation des salaires. Le pôle public bancaire, Poste et CDC, doit être mobilisé et refinancé à 0 % par la BCE. Au-delà, il faut créer un fonds européen pour les services publics alimenté par la création monétaire de la BCE.
- ★ **réorienter les aides aux entreprises** (200 milliards) à partir de critères sociaux (salaires, emploi) et environnementaux au lieu de tirer les salaires vers le bas. Un contrôle démocratique exercé par les salariés doit accompagner cette réorientation.
- ★ une **réforme de la fiscalité**. À commencer par la fiscalité des entreprises, avec un impôt sur les sociétés, universel, progressif (selon la taille des entreprises) et les incitant à utiliser leurs bénéfices pour des investissements porteurs d'emplois, de formation, de bons salaires et de recherche. Un nouvel impôt territorial calculé sur leur capital immobilier, matériel et financier doit compléter cette mesure.

Il faut **rétablir un ISF** intégrant dans sa base l'ensemble des biens professionnels.

Enfin, il faut reconstruire un **impôt sur le revenu universel**, taxant les revenus de la rente et du capital, et réviser les droits de succession (leur mode de calcul en fonction de la situation économique du bénéficiaire et leur progressivité). Il faut commencer à faire reculer le poids de la TVA. Comme il est nécessaire d'aller vers une extinction progressive de la CSG à mesure qu'une réforme du financement de la protection sociale par les cotisations deviendrait opérationnelle. ■

